

Air Canada

normes de sécurité, des services de douane et de l'entretien ne figurent pas dans la convention collective. Elles ne la lient donc pas.

Je crois savoir ce qui va se passer en réalité. Nous possédons deux sociétés nationales et demie, compte tenu de la réorganisation du transport aérien ces dernières années. Je ne serais pas étonné que la tentative de déréglementation du gouvernement de même que sa décision de privatiser ne nous laissent, dans très peu de temps, non pas deux sociétés nationales et demie mais bien une société et demie seulement, voire une seule société nationale qui relèvera du secteur privé et exercera, en fait, un monopole sur le transport aérien presque partout au Canada.

Les habitants d'Ottawa, de Toronto et de Vancouver jouissent actuellement de bons services aériens au Canada. Cela tient en partie à la concurrence que se livrent les secteurs public et privé dans ce domaine comme dans d'autres dont la radiodiffusion, le transport ferroviaire et ainsi de suite. Toutefois, pour savoir ce que sera la situation avec une entreprise privée possédant le monopole, il suffit de s'adresser aux habitants de certaines localités du Nord qui ne sont desservies que par une seule société aérienne. Les voyageurs doivent débours 600 \$ rien que pour se rendre dans une ville du Sud où ils pourront profiter des rabais offerts de temps à autre sur les vols effectués hors saison.

Plusieurs régions du Canada subiront le même sort si on ne rationalise pas davantage. Le gouvernement n'y pourra rien et restera également impuissant devant la menace de voir diminuer les normes en vigueur à Air Canada, avec les risques que cela comporte tant pour les clients de cette formidable société que pour ses employés actuels. Nous voulons que Air Canada maintienne son excellence.

Vu l'heure qu'il est, je vais maintenant céder la parole à quelqu'un d'autre, mais je tiens à vous dire, monsieur le Président, ainsi qu'à l'ensemble des Canadiens, que les néo-démocrates ont ce dossier à coeur. Nous sommes plus que désespérés devant le fait que le gouvernement s'apprête à privatiser Air Canada sans même être disposé à nous garantir que cette société pourra maintenir à leur excellent niveau ses normes de qualité.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, je veux appuyer la motion n° 4 inscrite au nom du député de Cape Breton—The Sydneys (M. MacLellan) concernant l'absorption des autres compagnies aériennes assurant des vols internationaux parce que cela supprimerait la concurrence pour les transporteurs internationaux au Canada, à l'exception de ceux que les États-Unis possèdent déjà.

On s'inquiète vivement que la tendance générale d'Air Canada soit de s'intéresser aux vols internationaux. La plupart des Canadiens ne trouvent rien à redire à cela. Nous sommes fiers de voir les Canadiens ainsi que des visiteurs du monde entier utiliser notre transporteur national.

Le problème que présente, à mon avis, la privatisation, qui sera en fin de compte de 100 p. 100 si le gouvernement reste au pouvoir assez longtemps, est que la politique d'Air Canada et le service aux Canadiens vont disparaître. Cette société a déjà supprimé son service à Sault-Sainte-Marie dans ma circonscription d'Algoma. Elle ne dessert maintenant que deux villes, je crois, dans le nord de l'Ontario. Il est évident que, lorsqu'elle

ne sera plus propriété du gouvernement, elle va renoncer complètement à ce genre de service pour se consacrer, ce qu'elle a toujours souhaité, aux vols internationaux. Je n'y vois aucune objection mais je veux que le transporteur national desserve les régions de notre pays. Nous nous opposons à ce projet de loi parce que, selon nous, c'est la seule façon de conserver le service régional et la politique de service aux Canadiens.

Manifestement, on minimise toute la question de la concurrence dans un immense effort de rationalisation des compagnies aériennes, puisque nous en avons deux dans notre pays: Canadien International et Air Canada, et trois si on compte Wardair. Si cette société était autorisée à absorber Canadien International lorsqu'elle sera privatisée, toute la concurrence pourrait disparaître parce que Wardair assure un service très limité et assurément ne dessert pas les régions. Si Canadien International venait à décider qu'il est plus rentable de desservir Bangkok, Melbourne, Sydney, Londres et d'autres capitales internationales, nous pourrions être privés de service dans les régions.

Je trouve tout à fait incroyable que dans cette opération de privatisation, dans un premier temps du moins, le gouvernement se départisse de 45 p. 100 du capital tout en faisant jouer les voix de sa part dominante de 55 p. 100 dans le sens voulu par les actionnaires privés. Si ces actionnaires privés sont Texas Air et Pan American Airlines et qu'elles en aient 25 p. 100, elles détiendront le contrôle parce que le gouvernement du Canada va voter dans le sens des actionnaires privés. Donc, si diverses compagnies américaines ont 25 p. 100 du capital, elles auront la majorité des actions du secteur privé. Le gouvernement s'est engagé à voter dans le sens du secteur privé même s'il détient la majorité des actions. C'est un désastre incroyable.

Nous ne sommes pas d'accord pour vendre Air Canada. Les gens du secteur privé disent que tant qu'à en vendre une partie, il faut que le gouvernement vende tout pour que la compagnie soit dans le secteur privé à 100 p. 100. Mais là nous avons un mélange de secteur privé et de secteur public, avec le secteur public qui vote dans le sens du secteur privé. Ce que je prédis c'est que cela va être comme la BCRIC du gouvernement créditiste de Colombie-Britannique avant l'arrivée de Vander Zalm. Un véritable fiasco.

Nous avons eu le même problème avec la Corporation de développement des investissements du Canada, où le secteur privé côtoyait le secteur public. Cela ne marche pas parce que le secteur public se sent outragé quand le gouvernement fédéral intervient dans les décisions. Cela ne marche pas, et cela ne marchera pas non plus si le gouvernement ne se départit pas de la totalité de la société, auquel cas nous perdrons bien sûr tout à fait le contrôle sur Air Canada envisagée comme transporteur au profit des régions.

C'est une chose que nous avons vu venir depuis trois ans et demi que le gouvernement est au pouvoir. Il se retire des aéroports régionaux, ne leur laissant que des services appauvris. Les habitants des petites villes comme Timmins, Sault-Sainte-Marie et Northbay aiment bien être desservis par un transporteur national. Ils aiment bien pouvoir se présenter au bureau d'Air Canada pour avoir accès au réseau mondial de réservation et de renseignements. Cela bien sûr a déjà disparu depuis que le gouvernement est arrivé au pouvoir, mais les choses ne